

Questions orales

M. Chrétien: Je me réjouis d'entendre le député dire qu'il serait prêt à ajouter deux autres milliards au déficit actuel. Quand je déposerai un budget, je me ferai un plaisir de rappeler ses propos.

L'hon. Robert L. Stanfield (Halifax): Je voudrais poser au ministre une question dénuée de tout esprit de parti, uniquement pour obtenir un renseignement. Est-il d'avis que l'indexation des impôts constitue un stimulant fiscal?

M. Chrétien: Celle-ci agit comme stimulant dans la mesure où elle modifie l'assiette de l'impôt de sorte que les contribuables paient moins d'impôt d'une année à l'autre. Il s'agit là d'une idée que préconisait l'honorable représentant lorsqu'il était chef de l'opposition et que nous lui avons empruntée. Il doit reconnaître qu'il s'agit d'un système appliqué au Canada et non aux États-Unis ou dans d'autres pays. Nous devons nous en rendre compte et dire à la population que lorsque les impôts seront automatiquement indexés les gens auront tant d'argent de plus dans leurs poches.

● (1422)

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, étant donné que la façon dont le ministre des Finances comprend son rôle a des conséquences désastreuses pour la population canadienne...

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: ... j'invite le ministre à ne pas me croire sur parole et à communiquer plutôt avec un de ses prédécesseurs, M. Turner, qui a fini par comprendre, quoi qu'il ait mis du temps à le faire, que l'indexation de l'impôt sur le revenu personnel constitue non pas un stimulant fiscal mais un simple moyen de prévenir une hausse du taux réel d'imposition et d'éviter un ralentissement de l'économie. J'invite donc le ministre à demander à M. Turner qu'il lui explique ce qu'il en est.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, je suis en très bons termes avec l'ex-ministre des Finances.

Une voix: Lequel?

M. Chrétien: Quand je le verrai, je lui dirai qu'un de ses anciens collègues, le député de Halifax, m'a parlé de lui. Je me ferai un plaisir de lui transmettre les paroles du député.

LES MESURES DE CRÉATION D'EMPLOIS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Contrairement au premier ministre de la province d'Ontario, le premier ministre de la Saskatchewan est fidèle à ses principes.

M. Beatty: Le socialisme.

[M. Stevens.]

M. Broadbent: Dans le budget qui a été présenté en Saskatchewan le même jour que la monstruosité que le premier ministre Davis a produite en Ontario, le premier ministre de la Saskatchewan a au moins donné suite à une ou deux décisions de moindre importance prises à la conférence des premiers ministres en matière de création d'emplois. En plus des avantages de l'indexation, le budget de la Saskatchewan offrait aux citoyens de cette province un dégrèvement d'impôt de 9 p. 100. En outre, on a décidé d'investir des deniers publics pour créer des emplois tout de suite et produire de l'énergie plus tard.

Voilà deux mesures concrètes visant à créer des emplois, et c'est précisément ce dont la conférence des premiers ministres a prétendu vouloir s'occuper. J'aimerais demander très sérieusement au ministre pourquoi il ne prend pas des mesures semblables à l'échelle nationale dès maintenant.

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà dit que je déciderai de présenter un budget en temps opportun. J'examine toutes les possibilités qu'on m'offre. En ne présentant pas de budget, au moins je n'impose pas à la Chambre ni aux Canadiens la sorte de budget qu'a présenté le gouvernement de l'Ontario et qui augmente les impôts.

M. Woolliams: Et que dire de Lougheed?

M. Broadbent: En plus de nous dire ce qu'il ne fera pas, le ministre pourrait-il nous donner une idée de la tendance générale? Ne convient-il pas que plutôt que de déboursier, en quelque sorte de 4 à 5 milliards de dollars l'an prochain pour le déficit, c'est-à-dire le montant versé en prestations d'assurance-chômage, pour permettre à des gens de ne rien faire, il est beaucoup plus sensé, tant sur le plan économique que social, d'investir une partie de cette somme dans le secteur public pour créer des emplois dès maintenant? Cela profiterait également au public dans d'autres secteurs dans l'avenir.

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, si cela pouvait se faire automatiquement, ce serait très facile, mais je serais très étonné si l'honorable député était d'accord demain matin pour que nous cessions de payer de l'assurance-chômage afin d'investir l'argent dans les travaux publics. Je crois que le transfert ne se fait pas automatiquement et qu'il y a un écart de temps entre les deux. Nous avons des programmes de stimulation de l'emploi de l'ordre de 600 ou 700 millions de dollars et qui sont administrés par le ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Nous faisons l'étude constante de ces programmes et si nous jugeons que nous pouvons mettre plus de personnes à l'emploi en augmentant le budget de ce ministère, nous le ferons avec plaisir. Par contre, il serait impossible d'arrêter à ce moment-ci de payer de l'assurance-chômage; le chef du Nouveau parti démocratique serait certainement le premier à s'en plaindre.